

Politiques publiques et contributions politiques¹

Politiques publiques

Nous surveillons les questions de politique publique importantes qui pourraient toucher notre entreprise, les collectivités et la société dans tous les territoires où la Banque Toronto-Dominion et ses filiales (désignées collectivement par l'appellation la « TD » ou la « Banque ») exercent leurs activités. Ces questions comprennent celles que nous avons mentionnées dans notre analyse annuelle de l'importance relative, par exemple l'impôt, l'accessibilité et l'inclusion financières et l'abordabilité des logements.

Comme la TD exerce ses activités dans un secteur hautement réglementé, les changements apportés aux règlements et aux politiques régissant les services financiers nous touchent particulièrement; ainsi, nous sommes naturellement soucieux de contribuer à l'instauration d'un marché financier sain et viable. Puisque nous sommes motivés par un souci de transparence en ce qui concerne nos contributions politiques et nos interactions liées aux politiques publiques, toutes ces

activités sont régies par nos politiques et procédures internes. De plus, le comité de gouvernance du conseil d'administration supervise la stratégie de responsabilité d'entreprise de la TD, sa performance et ses rapports sur la gestion des principaux risques touchant ses activités, notamment le risque réputationnel, et reçoit régulièrement des rapports qui portent, entre autres, sur les répercussions importantes des interactions de la TD en lien avec les politiques publiques.

La TD est déterminée à se conformer à toutes les exigences de divulgation applicables relatives à ses relations avec les représentants du gouvernement et à l'ensemble des lois, règles et règlements qui les régissent.

Les employés et les administrateurs de la TD sont également tenus de lire le Code de conduite et d'éthique professionnelle de la TD, lequel comprend une section sur les cadeaux et les activités de divertissement, et d'attester qu'ils s'y conforment, ainsi que de suivre chaque année une formation portant sur le Code.

La TD participe aux questions de politiques publiques d'une variété de façons :

- Nous surveillons l'activité gouvernementale et les développements en matière de législation et de réglementation afin de rester informés des questions importantes.
- Nous dialoguons avec les élus, les fonctionnaires, les organismes de réglementation et de pression dans le but de les sensibiliser à la position de la TD.
- Nous participons aux processus pertinents d'élaboration des politiques (p. ex. consultations publiques et sectorielles) en offrant idées et expertise constructives, dans le but de contribuer à l'élaboration de politiques judicieuses.

Relations gouvernementales au Canada

Au Canada, le service Affaires gouvernementales coordonne le dialogue de la TD avec les élus et les fonctionnaires, ainsi qu'avec un grand nombre des associations sectorielles et des organismes de pression avec lesquels nous entretenons des relations. Le groupe Relations avec les autorités de réglementation de la TD collabore avec les organismes de réglementation au Canada et à l'étranger (sauf aux États-Unis).

La TD interagit surtout avec le gouvernement fédéral, dont relèvent toutes les opérations bancaires et nombre d'autres services financiers. La politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying de la TD satisfait à toutes les exigences fédérales en matière de divulgation des activités de lobbying. De plus, la TD fait rapport de toutes ses activités au Commissariat au lobbying du Canada, conformément aux exigences.

Relations gouvernementales aux États-Unis

Aux États-Unis, l'équipe Affaires gouvernementales et réglementaires gère les relations de TD Bank avec les organismes de réglementation, les élus et les autres employés gouvernementaux aux niveaux fédéral, étatique et local. Elle coordonne également les relations de TD Bank avec des associations professionnelles clés.

TD Bank^{MD}, America's Most Convenient Bank^{MD} (« TD Bank, N.A. ») a adopté une politique complète en matière de cadeaux et de divertissements, et nous offrons une formation exhaustive sur l'éthique aux employés qui ont des relations avec les représentants gouvernementaux.

Politiques applicables de la TD

Politique de conformité sur l'enregistrement des activités de lobbying (interne)

Code de conduite et d'éthique professionnelle (section 3, article K)

Politique de lutte contre le trafic d'influence et la corruption

Politique en matière de cadeaux et de divertissements (États-Unis)

¹ Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.



Politiques publiques et contributions politiques¹ (suite)

Prises de position sur des politiques publiques importantes en 2020

ENJEU	PARTIES PRENANTES	DÉVELOPPEMENTS MAJEURS ET POSITIONS OU ACTIVITÉS DE LA TD
Changements à la réglementation		
Coronavirus Aid, Relief and Economic Security Act (CARES)	Congrès américain, Small Business Administration (SBA) des États-Unis et organismes de réglementation américains	La TD a pris part au processus lié à la mise en œuvre de la <i>Coronavirus Aid, Relief and Economic Security Act (CARES)</i> , qui prévoit des mesures de soutien comme le Paycheck Participation Program (PPP) pour les petites entreprises, diverses facilités de crédit pour les moyennes et grandes entreprises, le versement de chèques aux consommateurs pour stimuler l'économie, des allocations de chômage bonifiées et des hôpitaux d'appoint.
Mise à jour de la Community Reinvestment Act (CRA)	OCC, FDIC et Réserve fédérale américaine	La TD a travaillé en étroite collaboration avec les associations commerciales américaines pour mobiliser les organismes de réglementation bancaires aux États-Unis relativement aux changements apportés à la <i>CRA</i> , loi qui oblige les organismes de réglementation bancaires à encourager les institutions financières à aider à répondre aux besoins bancaires dans les collectivités où elles exercent leurs activités, y compris dans les collectivités à revenus faibles et modiques.
Lutte contre le blanchiment d'argent (LCBA)	Congrès américain et gouvernement du Canada	Par l'intermédiaire d'associations sectorielles, la TD collabore avec les législateurs américains et canadiens relativement à la législation proposée dans le but d'améliorer les normes de LCBA pour prévenir le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes.
Enjeux touchant l'économie et les consommateurs		
COVID-19	Gouvernement du Canada, gouvernement fédéral des États-Unis, gouvernements provinciaux et étatiques et municipalités	La TD collabore avec le gouvernement du Canada et le gouvernement fédéral américain pour appuyer la distribution dans le cadre de plusieurs programmes de soutien mis en place en réponse à la pandémie de COVID-19 afin que nos clients puissent accéder à l'aide offerte. Nous collaborons également avec les gouvernements fédéraux, provinciaux et étatiques ainsi qu'avec les administrations locales pour assurer le suivi des recommandations de fermetures et de changements aux lignes directrices de santé et sécurité dans les territoires où nous exerçons nos activités.
Services bancaires ouverts/finances axés sur les clients	Gouvernement du Canada	La TD se joint aux intervenants du secteur des services financiers pour émettre des recommandations relatives à la consultation du gouvernement fédéral concernant les services bancaires ouverts.
Paiements	Gouvernement du Canada	La TD et Paiements Canada prennent part à une initiative de modernisation des systèmes et des règles de paiement qui sont essentiels à l'écosystème de paiements du Canada.
Cybersécurité	Gouvernement du Canada	La TD et de hauts fonctionnaires du gouvernement du Canada prennent part à une stratégie de cybersécurité pour combattre les cybermenaces envers le secteur des services financiers.
Confidentialité	Gouvernements provinciaux	La TD mobilise plusieurs provinces qui cherchent à renforcer leur réglementation en matière de confidentialité au-delà des exigences fédérales prévues par la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques (LPRPDE)</i> .
Revue du groupe de travail sur les marchés des capitaux	Gouvernement de l'Ontario	La TD collabore avec le Groupe de travail sur la modernisation relative aux marchés financiers du gouvernement de l'Ontario en vue d'examiner et de moderniser les marchés des capitaux de la province.
Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires	Gouvernement du Canada	La TD travaille de concert avec le gouvernement du Canada à une nouvelle initiative dont le but est de permettre la réalisation de nombreux projets visant les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs noirs au Canada.

¹ Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.



Politiques publiques et contributions politiques¹ (suite)

Contributions politiques en 2020

Canada

En 2020, les contributions politiques de la TD au Canada ont été faibles. La TD a versé une contribution au parti au pouvoir et au parti de l'opposition officielle des provinces où les dons d'entreprise sont acceptés. Présentement, huit provinces interdisent les contributions des entreprises; par ailleurs ces

contributions ne sont pas non plus permises au niveau fédéral. Nos contributions se font sans parti pris politique, elles sont toutes consignées dans les archives publiques et peuvent être consultées sur le site Web des bureaux du directeur de scrutin provinciaux.

	2020	2019	2018
Fédéral	s. o.	s. o.	s. o.
Provincial	29 000 \$	29 000 \$	34 000 \$
Municipal	-	-	-
TOTAL	29 000 \$	29 000 \$	34 000 \$

États-Unis

La législation fédérale aux États-Unis interdit aux sociétés, incluant les banques nationales, de verser des contributions politiques aux candidats qui se présentent aux élections de niveau fédéral, étatique ou local. Toutefois, elles sont permises si elles sont versées dans un fonds distinct créé par les banques nationales et autres sociétés. Ces fonds sont connus sous le nom de comités d'action politique (PAC).

TD Bank, N.A. a créé en août 2011 un comité d'action politique au niveau fédéral qui permet aux employés admissibles et intéressés de verser des contributions volontaires aux candidats qui se présentent aux élections fédérales soutenant un secteur de services financiers vigoureux et des politiques économiques saines. TD Bank, N.A. Le PAC de TD Bank est de nature non partisane et est financé seulement à l'aide de contributions volontaires des employés admissibles, qui sont citoyens ou résidents permanents des États-Unis. Les contributions peuvent être versées au moyen d'un système de retenue salariale mis sur pied par TD Bank, N.A. Les activités quotidiennes du PAC de TD Bank sont supervisées par un conseil d'administration qui approuve où et à qui les contributions du PAC sont versées. TD Bank ne gouverne aucun « super PAC », ne contribue pas à de tels PAC et ne gouverne aucun PAC au niveau étatique.

Toutes les contributions émanant du PAC et versées aux candidats qui se présentent aux élections fédérales sont déclarées à la commission électorale fédérale et sont consignées dans les archives publiques. En outre, les employés dont la contribution est égale ou supérieure à 200 \$ par année voient celle-ci déclarée à la commission électorale fédérale et consignée dans les archives publiques. Pour en savoir plus sur le PAC de TD Bank, consultez la base de données de la Federal Election Commission (FEC). Un conseil d'administration assure la gouvernance du PAC de TD Bank, conformément à ses statuts constitutifs. Celui-ci contribue à assurer une gestion adéquate du PAC de TD Bank et témoigne de l'importance que nous accordons à une gouvernance rigoureuse.

En 2020, le PAC de TD Bank a versé 117 500 \$ US à 35 candidats à la Chambre des représentants et au Sénat des deux partis politiques principaux et à trois PAC du secteur des services financiers. Le PAC de TD Bank verse des contributions politiques qui sont permises par la loi fédérale et qui sont conformes aux lignes directrices strictes de la TD en matière d'activités liées aux politiques publiques et à leur promotion. Aucune contribution n'est versée dans le but d'obtenir un avantage injuste ou par opportunisme.

Autres pays

La TD n'a versé aucune contribution politique ailleurs dans le monde.

¹ Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.



Politiques publiques et contributions politiques¹ (suite)

Adhésions et associations

La TD est également membre de diverses associations sectorielles qui peuvent avoir des interactions avec des représentants du gouvernement au sujet de questions liées au secteur des services financiers. Voici les principales organisations et associations professionnelles dont la TD est membre et qui peuvent faire du lobbying auprès des gouvernements.

En 2020, des frais annuels d'adhésion allant de 50 000 à 200 000 dollars ont notamment été versés aux organismes suivants :

Canada	États-Unis
<ul style="list-style-type: none">• Conseil canadien des affaires• Comptables professionnels agréés du Canada• Toronto Finance International• Ombudsman des services bancaires et d'investissement	<ul style="list-style-type: none">• American Financial Services Association• Connecticut Bankers Association• Consumer Bankers Association• Delaware Bankers Association• Florida Bankers Association• Institute of International Bankers• Massachusetts Bankers Association• Mortgage Bankers Association• New Jersey Bankers Association• New York Bankers Association• Pennsylvania Bankers Association• South Carolina Bankers Association• Securities Industry and Financial Markets Association• Chambres de commerce des États-Unis

En 2020, des frais annuels d'adhésion de 200 000 dollars et plus ont notamment été versés aux organismes suivants :

Canada	États-Unis
<ul style="list-style-type: none">• Association des banquiers canadiens• Bureau d'assurance du Canada• Institut des fonds d'investissement du Canada• Association canadienne du commerce des valeurs mobilières	<ul style="list-style-type: none">• American Bankers Association• Bank Policy Institute• Institut de finances internationales

Aux États-Unis, les associations commerciales fédérales font état chaque année à leurs membres du pourcentage des frais d'adhésion attribué aux dépenses liées aux activités de lobbying. Ces dépenses ne sont pas déductibles au sens de l'alinéa 162(e) de l'*Internal Revenue Code* (États-Unis). En 2020, le montant total pour la TD était de 412 032 \$ US.

¹ Toutes les données sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

